

ad 05.3138

**Rapport
du Conseil fédéral sur les adoptions en Suisse
(Réponse au Postulat Hubmann "Rapport sur l'adoption")**

du 1^{er} février 2006

Messieurs les Présidents,
Mesdames et Messieurs,

En adoptant le postulat Hubmann, le 17 mars 2005, le Conseil national a chargé le Conseil fédéral de présenter un rapport sur les pratiques d'adoption en Suisse. Le présent rapport répond à la demande du Conseil national.

Nous vous proposons, dès lors, de classer le postulat suivant:

2005 P 05.3138 Rapport sur l'adoption (17.03.2005, Hubmann),
considérant qu'il est réalisé.

Nous vous prions d'agréer, Messieurs les Présidents, Mesdames et Messieurs, l'assurance de notre haute considération.

1^{er} février 2006

Au nom du Conseil fédéral suisse:

Le président de la Confédération, Moritz Leuenberger
La chancelière de la Confédération, Annemarie Huber-Hotz

Résumé

Depuis l'entrée en vigueur, le 1^{er} janvier 2003, de la Convention de La Haye du 29 mai 1993 sur la protection des enfants et la coopération en matière d'adoption internationale¹ (ci-après: CLaH) et de la loi fédérale du 22 juin 2001 relative à la Convention de La Haye sur l'adoption et aux mesures de protection de l'enfant en cas d'adoption internationale² (ci-après: LF-CLaH), l'adoption en Suisse a connu quelques changements structurels fondamentaux. Il convient de mentionner, en particulier, la création d'autorités centrales en matière d'adoption dans les cantons et à la Confédération, ainsi que le transfert de la surveillance des intermédiaires en vue d'adoption à l'Autorité centrale fédérale.

Avec le postulat Hubmann du 17 mars 2005, le Conseil fédéral a été chargé de présenter un rapport sur les pratiques d'adoption en Suisse au cours des dix dernières années.

Le présent rapport est fondé principalement sur l'expérience accumulée depuis près de trois ans par l'Autorité centrale fédérale, ainsi que sur les informations statistiques disponibles.

Après un aperçu de la situation actuelle (ch. 1), le rapport se concentre avant tout sur les questions soulevées dans le postulat Hubmann (ch. 2). Ces questions ont été regroupées thématiquement et les réponses qu'elles appellent sont présentées sous les titres suivants : Généralités (ch. 2.1), Les parents candidats à l'adoption (ch. 2.2), Les enfants adoptés (ch. 2.3), Les intermédiaires en vue d'adoption (ch. 2.4) et Statistiques (2.5). Le rapport se termine par une brève conclusion (ch. 3).

¹ RS 0.211.221.311

² RS 211.221.31

Rapport

1 Situation actuelle

L'entrée en vigueur en Suisse de la Convention de La Haye du 29 mai 1993 sur la protection des enfants et la coopération en matière d'adoption internationale³ (ci-après: CLaH) et de la loi fédérale du 22 juin 2001 relative à la Convention de La Haye sur l'adoption et aux mesures de protection de l'enfant en cas d'adoption internationale⁴ (ci-après: LF-CLaH) le 1er janvier 2003, ainsi que plusieurs adaptations législatives⁵, ont profondément modifié le paysage de l'adoption en Suisse.

Dans la mesure où l'adoption internationale constitue la majeure partie des procédures d'adoption (en comparaison avec l'adoption nationale et l'adoption intrafamiliale, voir ci-dessous), les nouvelles normes et la réorganisation des autorités en charge ont conduit à des progrès sensibles dans ce domaine particulier.

Ainsi, concernant les autorités, la CLaH demande que chaque Etat contractant désigne une autorité centrale qui s'engage à coopérer au plan international en matière d'adoption. En Suisse, cette fonction est désormais exercée au niveau fédéral par le Service de protection internationale des Enfants, au sein de l'Office fédéral de la justice, conjointement avec 26 autorités centrales cantonales (ci-après: ACC).

Le rôle de l'autorité centrale fédérale (ci-après: ACF) consiste avant tout à coordonner l'activité des principaux intervenants en matière d'adoption (intermédiaires en vue d'adoption, ACC) en élaborant des directives, en apportant des conseils et en favorisant les échanges d'expériences. En règle générale, l'ACF n'a pas de contact direct avec les futurs parents adoptifs.

S'agissant des relations avec l'étranger, l'ACF est chargée d'assurer la communication avec les autorités centrales des autres Etats contractants. Elle leur transmet les dossiers d'adoption, échange des informations, réglemente les modalités de la coopération et participe à des conférences internationales. Il lui incombe également de gérer un site Internet contenant des informations actualisées sur les pays d'origine⁶.

Concernant les cantons, il faut tout d'abord rappeler que l'accueil d'un enfant en vue d'une adoption est toujours lié à l'établissement d'un rapport d'évaluation relatif à l'aptitude à adopter du ou des futurs parents⁷. Jusqu'au 31 décembre 2002, c'était encore les autorités tutélaires qui étaient compétentes en la matière dans de nombreux cantons. Si l'aptitude des candidats était reconnue, une décision favorable était rendue et les requérants organisaient seuls, ou avec le concours d'un intermédiaire, l'accueil d'un enfant étranger. Après l'arrivée de l'enfant en Suisse, l'autorité tutélaire informait le contrôle des habitants du canton concerné et prononçait une mesure de tutelle pendant la période de placement.

³ RS 0.211.221.311

⁴ RS 211.221.31

⁵ En particulier les art. 264, 268*b*, 268*c*, 269*c* et 316, al 1^{bis} du Code civil (RS 210), l'Ordonnance réglant le placement d'enfants à des fins d'entretien et en vue d'adoption (OPEE; RS 211.222.338) et l'Ordonnance sur l'activité d'intermédiaire en vue de l'adoption (Oaiad; RS 211.221.36).

⁶ www.adoption.admin.ch

⁷ Art. 11*a ss* OPEE

Depuis le 1^{er} janvier 2003, une autorité unique est désormais compétente dans chaque canton en matière d'adoption. Par comparaison à la situation antérieure, cette nouveauté a surtout conduit à une centralisation dans les cantons suisses alémaniques : il existe désormais dans chacun d'eux un interlocuteur unique et clairement défini en charge des questions d'adoption⁸.

Ce sont donc les autorités centrales des cantons qui sont en contact direct avec les personnes candidates à l'adoption. Leur tâche ne se limite plus à décider de l'aptitude à adopter, à effectuer des travaux préparatoires et à jouer un rôle de conseil. Il leur incombe également d'établir les dossiers d'adoption⁹, parfois très différents selon le pays d'origine, de prendre la décision de confier tel enfant à tel(s) parent(s) adoptif(s) (matching), d'assurer un suivi et d'établir des rapports après l'adoption.

Ces différentes tâches peuvent toutefois être déléguées à un organisme agréé¹⁰, à l'exception de la décision de matching, et il faut également souligner à ce sujet qu'un important travail d'information a également été effectué afin de favoriser la collaboration entre acteurs publics et privés intervenant dans les procédures d'adoption.

La mise en oeuvre concrète de toutes ces nouveautés a, à n'en pas douter, apporté des changements bienvenus dans ce domaine. Qu'il s'agisse d'une meilleure prise en compte de la situation prévalant dans les pays d'origine, de l'unification des procédures en Suisse ou de la surveillance accrue des intermédiaires, des progrès significatifs ont été enregistrés.

2 Questions

2.1 Généralités

Quelle importance le Conseil fédéral accorde-t-il à l'adoption ? Quel rôle l'adoption joue-t-elle dans la politique familiale de la Confédération ?

En terme d'importance et de rôle dans la politique familiale, l'adoption n'occupe qu'une place très marginale. D'un point de vue démographique, l'adoption concerne en moyenne 500 cas par an en comparaison aux 60 à 70'000 naissances annuelles. L'adoption est donc avant tout une question privée, l'intervention de l'Etat se limitant à s'assurer de l'aptitude à adopter des parents candidats et à prévenir toute forme d'abus.

D'une manière générale, il s'agit de faire la distinction entre l'adoption nationale (enfant né en Suisse), l'adoption intrafamiliale¹¹ (adoption de l'enfant du conjoint) et l'adoption internationale. En tant que mesure de protection de l'enfant, et en terme de nombre, l'adoption joue naturellement un rôle plus important au niveau international que national (moins de 52 adoptions nationales en moyenne ces dix dernières années).

⁸ Art. 316, al. 1 bis CC

⁹ Art. 3, 5, 8 et 9 LF-CLaH

¹⁰ Art. 5 al. 2 LF-CLaH

¹¹ Concernant l'adoption intrafamiliale, cette problématique particulière a été traitée en 1995 lors des débats relatifs à la modification du Code civil (15 novembre 1995, FF **1996**, 155, § 243).

L'adoption internationale est en particulier soumise aux règles posées par la Convention de l'ONU sur les droits de l'enfant¹² et par la CLaH. L'application des principes qui la gouverne (subsidiarité, intérêt supérieur de l'enfant, adoptabilité, recueil du consentement) fait désormais partie intégrante des procédures appliquées par les autorités cantonales et fédérales.

Selon le Conseil fédéral, l'autorité centrale fédérale doit-elle, en tant que service public, donner la priorité aux intérêts de l'enfant ou à ceux des parents?

Il ressort clairement des textes internationaux susmentionnés, ainsi que du droit suisse, que l'adoption internationale constitue avant tout une mesure de protection de l'enfant. Ce principe régit l'ensemble de la procédure ayant lieu en Suisse, tant au niveau cantonal que fédéral.

La Suisse étant un pays d'accueil, il en découle que l'ACF est plus proche des parents d'un point de vue géographique. Ses activités démontrent néanmoins que c'est bien l'intérêt de l'enfant qui prime lorsqu'il s'est agi par exemple de suspendre les adoptions avec certains pays soupçonnés de violations graves dans le domaine de l'adoption internationale (Cambodge, Guatemala). Les publications de cette autorité vont également dans le même sens¹³.

Qui contrôle la mise en oeuvre des exigences légales dans le domaine de l'adoption?

L'ACF, les ACC, l'Office des Migrations (ci-après: ODM), la police des étrangers de chaque canton et les représentations diplomatiques suisses.

2.2 Les parents candidats à l'adoption

En Suisse, on compte 26 autorités centrales cantonales. Comment le Conseil fédéral s'assure-t-il que les parents bénéficient de l'égalité de traitement sur le plan des investigations, des conditions de base (limite d'âge des requérants, adoption par une personne seule, problèmes de santé des requérants, VIH, limite d'âge des enfants à adopter, etc.) et du délai d'attente jusqu'à l'obtention de l'autorisation provisoire d'accueillir un enfant ?

L'évaluation des parents candidats à l'adoption relève de la compétence des ACC qui se réunissent plusieurs fois par années au sein de deux commissions - la Conférence Latine des Autorités Centrales en matière d'Adoption (CLACA) pour la Suisse romande et le Tessin et l'Arbeitsgruppe Internationale Adoption (AGIA) pour la Suisse alémanique - afin d'échanger leurs expériences et tenter d'harmoniser leurs

¹² RS 0.107

¹³ Urwyler David, «Premières expériences avec la Convention de La Haye sur l'adoption», Familienrecht Praxis 3/2004, p.536. ; Boéchat Hervé, «L'activité d'intermédiaire en vue d'adoption: premières expériences de l'autorité fédérale de surveillance», Familienrecht Praxis 3/2004, p. 565.; Actes du premier colloque suisse sur l'adoption internationale du 28/29 octobre 2004, disponible sur le site officiel de l'Autorité centrale fédérale: www.adoption.admin.ch.

pratiques. L'organisation de journées de travail réunissant cantons et intermédiaires, de même que la tenue du Premier colloque suisse sur l'adoption internationale à Bellinzona en automne 2004 vont dans le même sens.

Le cadre légal fixé tant par le Code Civil (art. 264 ss.), l'Ordonnance sur le Placement des Enfants (OPEE) et la jurisprudence garantissent également une certaine uniformité dans l'approche des problématiques mentionnées.

Lorsque cela paraît utile ou nécessaire, l'ACF peut émettre des directives générales concernant la mise en œuvre de la Convention¹⁴ (transmission des dossiers par exemple).

La question des délais d'attente dépend quant à elle en grande partie des ressources humaines disponibles au sein de chaque ACC.

Sur quels critères un couple est-il jugé apte à adopter?

Outre les critères généraux posés par le Code Civil (art. 264, 264a, 264b CC), l'OPEE (articles 11a à 11g) demande que le placement d'enfants hors du foyer familial soit soumis à autorisation et à surveillance. L'AC du canton de résidence est compétente pour délivrer l'autorisation et pour exercer la surveillance. Lorsqu'il s'agit de placer, en vue de son adoption, un enfant de nationalité étrangère qui a vécu jusqu'alors à l'étranger, une telle autorisation est nécessaire si l'enfant est âgé de moins de 18 ans révolus. L'autorisation de placement ne peut être délivrée que s'il n'existe aucun empêchement légal s'opposant à la future adoption, et si les circonstances permettent de prévoir qu'elle sera prononcée. L'autorisation ne peut être délivrée que si les qualités personnelles, les aptitudes éducatives, l'état de santé des parents nourriciers et des autres personnes vivant dans leur ménage, et les conditions de logement offrent toute garantie que l'enfant placé bénéficiera de soins, d'une éducation et d'une formation adéquats et que le bien-être des autres enfants vivant dans la famille sera sauvegardé. Ces conditions sont vérifiées lors d'entretiens menés par des assistants sociaux des ACC. Une visite au domicile des parents, ainsi qu'un entretien avec les enfants déjà présents dans le ménage sont aussi prévus.

En cas de placement d'un enfant étranger, il faut satisfaire à des conditions supplémentaires, qui tiennent partiellement aux qualités des parents nourriciers et partiellement au consentement de l'autorité compétente pour le placement dans l'Etat d'origine. Ainsi, lorsqu'un enfant de nationalité étrangère qui a vécu jusqu'alors à l'étranger est placé en vue de son adoption, les parents nourriciers doivent être prêts à l'accepter avec ses particularités et à lui apprendre à connaître son pays d'origine d'une manière adaptée à son âge. En vertu de l'engagement qu'ils ont dû souscrire avant l'autorisation de placement, les parents nourriciers doivent pourvoir à l'entretien de l'enfant en Suisse comme si celui-ci était le leur, même si l'adoption n'est pas prononcée, ainsi que rembourser à la collectivité publique les frais d'entretien de l'enfant que celle-ci a assumés à leur place. Cette obligation d'entretien subsiste même lorsque l'enfant doit être placé ailleurs. Elle ne s'éteint que si l'enfant est adopté par des tiers ou retourne dans son pays d'origine.

¹⁴ Art. 2, al. 2, lit. d., LF-CLaH

Quelles conditions doivent être remplies afin qu'un enfant puisse être adopté (étude de droit comparé entre la Suisse et d'autres pays européens)?

Concernant l'adoption internationale, les conditions permettant à un enfant d'être adopté sont avant tout fixées par les pays d'origine, qui ne sont pour leur grande majorité pas des pays européens. Le CF ne voit donc pas d'utilité à une étude de droit comparé dans le cadre de ce rapport.

La CLaH fixe des règles minimales comme celles des articles 4 (adoptabilité de l'enfant, consentement du/des parent(s) biologique(s), 5 (rôle de l'Etat d'accueil), 16 et 17 (procédure à suivre). L'art. 11c OPEE fixe également plusieurs éléments devant figurer dans le dossier de l'enfant (rapport médical, origine, historique personnel de l'enfant, décision d'adoptabilité prononcée par le pays d'origine).

Quant à l'adoption nationale, ces conditions sont posées aux articles 265 à 265c, CC. L'enfant doit être 16 ans plus jeune que ses parents adoptifs et il doit donner son consentement à l'adoption s'il est capable de discernement. Quant au consentement du/des parent(s) il ne peut être donné avant six semaines à compter de la naissance de l'enfant, et il peut être révoqué dans les six semaines qui suivent sa réception.

Le tableau comparatif ci-dessous¹⁵ donne un aperçu des conditions prévalant dans quelques pays européens concernant les conditions liées à l'âge des candidats à l'adoption:

¹⁵ Source: «Les conditions d'âge des candidats à l'adoption»; extrait d'un document préparé par le Centre International de Référence pour les droits de l'enfant privé de famille (SSI/CIR), Genève.

| Pays | Age minimum | Age maximum | Différence minimale avec l'enfant | Différence maximale avec l'enfant |
|-------------|--|---|--|-----------------------------------|
| Allemagne | epoux: 25 / 21 personne seule: 25 enfant du conjoint: 21 | en pratique: 45 | en pratique: différence adéquate | recommandé: 40 |
| Autriche | homme: 30 femme: 28 peut être < si une relation parents enfant préexiste | en pratique: 45 | 18 16 si parenté peut être < si une relation parents enfant préexiste | - |
| Belgique | 25 | en pratique: 45-50 | 15 | - |
| Danemark | 25 exception : 18 | - | en pratique: 14 | exceptions légales |
| Espagne | 25 pour au moins un conjoint | en pratique: respect des différences biologiques naturelles | 14 | - |
| Finlande | 25 18 si circonstances particulières | en pratique: 55 -58 | - | en pratique: 45 |
| France | 28 ou 2 ans de mariage | - | 15 10 si enfant de l'époux | - |
| Irlande | 21 | en pratique: 40-45 | - | - |
| Italie | - | en pratique: 63 | 18 | 45 |
| Luxembourg | Epoux: 25 / 21 | - | 15 10 si enfant du conjoint | - |
| Norvège | 25 Exception: 20 | 45 sauf exception | en pratique: 20 | - |
| Pays-Bas | - | 42 sauf exception | 18 | 40 sauf exception |
| Royaume-Uni | pris en compte dans l'évaluation | - | - | - |
| Suède | 25 Exception: 18 | recommandé: 45 | - | - |
| Suisse | 35 ou 5 ans de mariage | - | 16 | - |

Sur quelles bases ces critères d'investigation reposent-ils?

Ils reposent sur la CLaH, la LF-CLaH, le CC et sur l'Ordonnance réglant le placement d'enfants à des fins d'entretien et en vue d'adoption (OPEE).

Le Conseil fédéral ne juge-t-il pas opportun de simplifier et d'alléger sur le plan administratif la procédure d'adoption ainsi que de la rendre plus efficace (avec un délai d'attente de six mois maximum) et plus transparente?

Non. Sur le plan administratif, on ne constate pas de problèmes particuliers en Suisse. Les critères d'évaluation constituent un standard minimum et impliquent que plusieurs formalités soient remplies (rapport social, rapport médical, attestations fiscales, professionnelles, etc.). La procédure exposée ci-dessus prend un certain temps qui peut difficilement être raccourci. Comme déjà mentionné, les délais d'attente en Suisse sont également liés aux ressources humaines disponibles au sein des ACC.

Par ailleurs les exigences des pays d'origine (nombre de documents, traductions, légalisations) sont souvent relativement lourdes. La durée des procédures sur place et le délai d'attente dépendent en grande partie des possibilités d'adopter dans les pays d'origine (liste d'attente souvent très longue), qui restent par ailleurs libres de fixer des conditions supplémentaires (par exemple rapport psychologique des candidats).

2.3 Les enfants adoptés

Comment les conditions de remise d'un enfant et la procédure dans le pays d'origine sont-elles contrôlées, en particulier lorsqu'il s'agit d'un Etat non lié par la Convention de La Haye?

D'une manière générale, un enfant ne peut être accueilli en Suisse en vue de son adoption qu'après que l'ACC ait analysé l'ensemble des circonstances liées à son accueil et ait émis une autorisation définitive de placement en faveur des parents candidats à l'adoption. Cette autorisation se fonde en particulier sur l'article 11 lit. c OPEE qui demande que soient fournis un rapport médical sur la santé de l'enfant, un rapport sur la vie que l'enfant a eu jusqu'alors, un document attestant le consentement des parents biologiques et une déclaration d'une autorité compétente selon le droit du pays d'origine certifiant que l'enfant peut être confié à de futurs parents adoptifs en Suisse.

Si l'adoption a lieu dans un pays n'ayant pas ratifié la CLaH, le contrôle de ces papiers est assuré par la représentation diplomatique suisse au moment de la délivrance du visa. Concernant les procédures dans les pays de la CLaH, les autorités suisses doivent se fier aux informations obtenues de la part des Autorités centrales étrangères, selon les principes posés par la CLaH.

Il n'y a par contre pas de contrôle direct sur la procédure à l'étranger. La question de savoir si les autorités en charge de la protection de l'enfance remplissent correctement leurs obligations ou pas se pose en définitive de la même manière, qu'il s'agisse d'un état conventionné ou non.

L'intervention d'un intermédiaire agréé permet souvent d'augmenter les garanties et est donc souhaitable.

Comment le Conseil fédéral s'assure-t-il que les enfants à adopter qui entrent en Suisse n'ont pas été victimes de la traite des enfants?

L'adoption internationale traverse actuellement une crise qui se caractérise par une demande d'enfants supérieure aux possibilités d'adoption dans de nombreux pays d'origine. Cette situation a naturellement des conséquences directes sur les choix, voir sur le comportement des candidats à l'adoption.

Même si les autorités et les intermédiaires sensibilisent les parents candidats au fait qu'il est préférable d'adopter dans un pays ayant ratifié la CLaH, le choix du pays ainsi que l'intervention d'un intermédiaire reste une décision individuelle. Les changements qui ont suivi l'entrée en vigueur de la CLaH en Suisse ont permis d'améliorer sensiblement la sécurité des procédures, ce d'autant plus que les autorités suisses considèrent que les principes généraux de cette dernière doivent également s'appliquer aux procédures dites non conventionnées (consentement à l'adoption, interdiction des gains matériels indus par exemple). Si une sécurité totale ne peut exister, un contrôle rigoureux s'effectue cependant par le biais des documents figurant dans le dossier de l'enfant, contrôlés par l'ACC au moment de donner son approbation, ou par la représentation diplomatique.

En outre la Suisse s'associe étroitement aux travaux de lutte contre la traite des enfants menée sur le plan international, notamment au sein de l'Organisation des Nations Unies¹⁶.

2.4 Les intermédiaires en adoption

Comment le Conseil fédéral explique-t-il que l'autorité centrale fédérale et les autorités centrales cantonales aient déclaré, à l'égard des intermédiaires en vue d'adoption, que la collaboration avec les pays d'origine était indispensable, bien qu'une telle collaboration ne soit pas prévue par la loi fédérale relative à la Convention de La Haye sur l'adoption (LF-CLaH)?

Cette collaboration est expressément prévue à l'art. 1 lit. b CLaH, par les articles 4 al. 1 et 5 al. 2 de la LF-CLaH, ainsi que par les articles 6 al. 1 let. d, 9, et 16 al. 2 de l'ordonnance du 29 novembre 2002 sur l'activité d'intermédiaire en vue de l'adoption.

Il est par ailleurs dans l'intérêt des parents candidats à l'adoption et des enfants adoptés que la collaboration entre les différents acteurs impliqués dans les procédures d'adoption soit la plus étroite possible, ce qui permet d'améliorer les échanges d'informations et d'éviter toute forme d'abus.

¹⁶ 3^{ème} Protocole facultatif à la Convention du 20 novembre 1989 relative aux droits de l'enfant, du 25 mai 2000, concernant la vente d'enfants, la prostitution des enfants et la pornographie mettant en scène des enfants

Comment le Conseil fédéral s'explique-t-il que certains cantons autorisent l'adoption d'enfants venant du Maroc ou, par le biais de l'agence de voyages En Route, d'Ukraine, tandis que d'autres cantons ne l'autorisent pas?

Les compétences de l'ACF se limitent aux pays ayant ratifiés la CLaH. Pour les autres (comme le Maroc et l'Ukraine par exemple), les Cantons demeurent compétents. L'ACF reste toutefois l'interlocuteur privilégié des autorités cantonales et donne régulièrement des avis et des informations sur les situations prévalant dans les différents pays d'origine, qu'ils soient conventionnés ou pas.

A combien le nombre de procédures d'adoption non officielles (par des biais autres que celui des intermédiaires autorisés par la Confédération et les cantons) est-il estimé?

Il est erroné de parler d'adoption "non officielles" en Suisse. Toute personne résidant en Suisse doit obligatoirement être titulaire d'une autorisation provisoire de placement délivrée par une ACC pour pouvoir entreprendre une démarche adoptive. Par contre, les adoptions dites privées (sans passer par un intermédiaire agréé) sont parfaitement légales. Le Conseil fédéral n'a pas de données fiables qui lui permettraient d'estimer le nombre d'adoptions qui se font sans organisme agréé.

Actuellement, les cas de figure suivants peuvent se présenter:

- a. adoption dans un pays conventionné avec intermédiaire
exemples: Inde, Bolivie, Thaïlande
- b. adoption dans un pays conventionné sans intermédiaire
exemples: Pérou, Brésil, Burkina Faso
- c. adoption dans un pays non conventionné avec intermédiaire
exemples: Népal, Haïti, Nigeria
- d. adoption dans un pays non conventionné sans intermédiaire
exemples: Ukraine, Russie

Dans les configurations a), b), et c), un comptage est désormais possible à travers du nombre de dossiers transmis par l'ACF aux états d'origine, et par les rapports annuels établis par les intermédiaires.

Pour la catégorie d), seuls les cantons seraient à même de dégager des chiffres sur la base des autorisations délivrées et des déclarations d'arrivées d'enfants en Suisse.

Un certain nombre de cas échappent également à la classification ci-dessus, à savoir les adoptions gérées par des intermédiaires installés à l'étranger, les reconnaissances d'adoptions prononcées lors de séjours prolongés à l'étranger ou les adoptions intrafamiliales par exemple.

Quel est l'intérêt des adoptions effectuées par le biais d'intermédiaires surveillés par les pouvoirs publics par rapport aux adoptions par le biais d'organismes privés?

En Suisse, toute personne qui veut agir comme intermédiaire au sens de l'art. 2 de l'Ordonnance sur l'activité d'intermédiaire en vue de l'adoption (Oaiad)¹⁷ doit demander une autorisation. Il n'y a pas en Suisse d'intermédiaire qui ne soit soumis à la surveillance de l'autorité fédérale. L'activité d'intermédiaire au sens strict, qui vise en définitive à mettre en présence des personnes susceptibles d'être réunies en une future famille (parents adoptifs-enfant) ne doit pas être confondue avec d'autres tâches ou missions entourant le phénomène d'adoption. Des organismes privés comme Espace adoption, la Fachstelle für Adoption ou des associations de parents adoptifs offrent des services différents, plus centrés sur la préparation à l'adoption ou à son suivi. Il n'y a donc pas, en Suisse, d'adoption gérée par des organismes privés qui ne seraient pas soumis à la surveillance de la Confédération.

Une adoption par un intermédiaire offre une sécurité supplémentaire pour la bonne marche de la procédure, dans l'intérêt des enfants. Pour les candidats à l'adoption, les intermédiaires offrent plusieurs avantages: avant la procédure, ils leur fournissent des informations pratiques sur les pays d'origine ainsi que sur les possibilités d'adoption (type d'enfant, état de santé, etc.). Pendant la procédure, l'intermédiaire aide les parents à préparer leur dossier selon les exigences du pays d'origine. Il peut également s'assurer que la proposition d'enfant correspond bien aux capacités et aux désirs des parents. L'accompagnement sur place constitue également une aide précieuse. Après la procédure, l'intermédiaire offre également un soutien aux parents à travers ses expériences et celles des personnes qui ont adopté avec son concours.

Pourquoi les adoptions par le biais d'organismes privés ne sont-elles pas interdites bien qu'on sache qu'elles impliquent souvent des pratiques illégales et des transactions financières?

Nul ne doit développer d'activités dans le domaine de l'adoption sans bénéficier d'une autorisation. Par contre, les parents candidats n'ont pas l'obligation de passer par les services d'un organisme agréé pour effectuer les démarches d'adoption dans les pays d'origine (à condition que le pays d'origine l'autorise).

Cette question a en fait été traitée lors des débats parlementaires relatifs à l'entrée en vigueur de la CLaH. Cf. extrait du Message du Conseil Fédéral du 19 mai 1999 concernant la Convention de La Haye du 29 mai 1993 sur la protection des enfants et la coopération en matière d'adoption internationale ainsi que la Loi fédérale du 22 juin 2001 relative à la Convention de La Haye sur l'adoption et aux mesures de protection de l'enfant en cas d'adoption internationale (*FF 1999, p. 5129, n. 222.2*).

«Délégation de tâches à des intermédiaires exerçant leur activité dans le domaine de l'adoption:

En Suisse, c'est l'Etat qui assume depuis de longues années la responsabilité des décisions déterminantes dans le domaine du droit de la filiation en général et du droit de l'adoption en particulier. Les intermédiaires peuvent certes participer à la

¹⁷ RS 211.221.36: selon la définition de l'article 2 Oaiad "L'activité d'intermédiaire consiste à signaler qu'il existe une occasion d'adopter un enfant mineur et, le cas échéant, à placer celui-ci auprès de parents nourriciers en vue de son adoption".

préparation de la décision de placement et d'adoption (cf. art. 7, al. 2, ordonnance et art. 268a CC) et depuis de nombreuses années ils rendent de précieux services dans ce domaine. Toutefois, seules les autorités de surveillance en matière de placement et les autorités compétentes en matière d'adoption répondent de ces décisions. Il n'est pas prévu de modifier ce système – malgré les critiques formulées à cet égard par les organisations directement intéressées –, même si la Convention de La Haye sur l'adoption prévoit en soi un système très souple de délégation de tâches.

Une autre raison milite contre une délégation formelle aux intermédiaires des tâches conférées aux Autorités centrales par la Convention de La Haye: jusqu'à nouvel ordre, leurs capacités restreintes ne leur permettraient pas de s'occuper de toutes les adoptions internationales à prononcer en Suisse. La plupart des intermédiaires se sont spécialisés dans les adoptions avec un ou quelques pays seulement et n'ont, de ce fait, d'autorisation cantonale que pour lesdits pays. Les intermédiaires exerçant aujourd'hui une activité en Suisse sont donc loin de pouvoir étendre leur activité à tous les Etats d'origine potentiels.

Il convient en outre de relever que les différents intermédiaires ne disposent pas d'une structure uniforme ni de principes directeurs communs et qu'ils ont des vues divergentes sur la manière de concevoir leur rôle. Vu leurs ressources limitées, certains intermédiaires se concentrent sur les activités à l'étranger et abandonnent aux autorités en matière de placement le soin de choisir les parents adoptifs. D'autres mettent en revanche l'accent sur la préparation des parents adoptifs. Dans ce contexte, les Autorités centrales cantonales se verraient, pour une période transitoire tout au moins, toujours sollicitées à titre subsidiaire, ce qui conduirait inévitablement à des empiètements de compétence. Par ailleurs, il y a lieu de s'attendre à ce que certains Etats contractants s'opposent à une délégation de compétences à des organismes agréés ou privés (art. 12, CLaH); dans les rapports avec ces Etats il faudrait donc que des organes étatiques assument à nouveau les tâches qui avaient été déléguées à des intermédiaires.

La délégation de tâches publiques à des intermédiaires modifierait en outre sensiblement leur travail. Alors qu'aujourd'hui ils peuvent déterminer librement quelles sont les conditions dans lesquelles ils veulent offrir leurs services aux personnes désireuses d'adopter un enfant, ils devraient à l'avenir être disponibles pour toutes les personnes intéressées. Ils auraient en outre à fournir la garantie que l'enquête portant sur l'aptitude à adopter de ces personnes serait menée dans le respect du principe de l'égalité des droits. La procédure et les décisions des intermédiaires devraient pouvoir faire l'objet d'un contrôle judiciaire.

Enfin, il convient de signaler que, si l'on a estimé jusqu'à présent qu'il fallait obligatoirement recourir à des intermédiaires agréés, c'était surtout parce que les adoptions indépendantes recèlent un grand risque d'abus. En créant des structures interétatiques qui garantissent aussi la surveillance et le contrôle de toutes les adoptions, on diminue en revanche fortement ce risque.

Le transfert de tâches publiques à des organisations privées étrangères doit également inciter à une certaine circonspection. C'est pourquoi il est proposé de faire la déclaration prévue à l'art. 22, al. 4, CLaH lors de la ratification de la convention. L'adoption d'enfants résidant habituellement en Suisse ne pourra donc avoir lieu que si les fonctions conférées aux Autorités centrales sont exercées par des services publics ou des organismes agréés.

Les tâches caractéristiques des intermédiaires subsisteront après la ratification de la CLaH. Selon l'art. 2 de l'ordonnance du 28 mars 1973 sur l'activité d'intermédiaire en vue de l'adoption (RS 211.221.36), l'activité d'intermédiaire consiste à signaler qu'il existe une occasion d'adopter ou de faire adopter un enfant mineur. Ce service continue à être d'une grande utilité pour les candidats à l'adoption. On ne peut en effet pas attendre des Autorités centrales de l'Etat d'origine de l'enfant qu'elles exercent l'activité d'un intermédiaire et cherchent des enfants pour ceux qui désirent en adopter. En outre, les intermédiaires peuvent être chargés par les futurs parents adoptifs d'établir les dossiers et de préparer les requêtes à présenter aux autorités. L'art. 5, al. 2, P LF-CLaH se réfère expressément à ces tâches.

2.5 Statistiques

De quels pays les enfants adoptés viennent-ils? Combien d'autorisations d'entrée la Confédération a-t-elle délivrées au cours des dix dernières années? La Confédération dispose-t-elle de statistiques précises concernant l'adoption internationale?

Les statistiques actuelles ne donnent pas d'informations précises concernant les adoptions internationales; elles donnent des informations sectorielles qui permettent néanmoins d'obtenir des indications générales.

Les statistiques aujourd'hui disponibles proviennent de l'Office fédéral de la Statistique (ci-après: OFS) et de l'Office fédéral des Migrations (ODM précité) et ne comptabilisent pas les mêmes données.

Les statistiques annuelles de l'OFS (*tableaux 1 et 2* ci-après) présentent le nombre d'adoptions prononcées ou reconnues en Suisse chaque année. Elles peuvent être ventilées par pays d'origine, âge de l'enfant au moment de l'adoption, état civil de(s) adoptant(s), canton d'accueil de résidence, etc.

Elles concernent principalement:

- les adoptions prononcées en Suisse après placement de l'enfant par l'état d'origine, aux fins d'adoption;
- les reconnaissances d'adoptions prononcées à l'étranger;
- les adoptions d'enfant du conjoint étranger, après 5 ans de mariage (art. 264a CC).

Les statistiques annuelles de l'ODM (*tableau 3*) comptabilisent le nombre d'autorisations d'entrée accordées à des enfants étrangers placés en vue d'adoption ou placés pour d'autres motifs.

Le fait que les chiffres de l'ODM concernent les entrées d'enfants sur le territoire, alors que ceux de l'OFS comptabilisent les adoptions elles-mêmes explique les différences de totaux par années.

**Adoptions réparties selon l'origine de l'enfant (suisse ou étranger)
et l'état civil de l'adoptant.**

Tableau 1

Enfants de nationalité suisse avant l'adoption

| | 1995 | 1996 | 1997 | 1998 | 1999 | 2000 | 2001 | 2002 | 2003 | 2004 |
|--|------------|------------|------------|------------|------------|------------|------------|------------|-----------|------------|
| Adoptés par: | | | | | | | | | | |
| – un couple | 68 | 45 | 54 | 53 | 40 | 41 | 35 | 38 | 26 | 53 |
| – une personne seule | 10 | 2 | 4 | 9 | 8 | 6 | 2 | 6 | 9 | 9 |
| Total adoptions nationales | 78 | 47 | 58 | 62 | 48 | 47 | 37 | 44 | 35 | 62 |
| Adoptés par: | | | | | | | | | | |
| – le beau-père | 273 | 257 | 242 | 259 | 196 | 138 | 95 | 90 | 58 | 120 |
| – la belle-mère | 14 | 21 | 10 | 31 | 8 | 13 | 10 | 10 | – | 14 |
| Total adoptions intrafamiliales | 287 | 278 | 252 | 290 | 204 | 151 | 105 | 100 | 58 | 134 |
| Total | 365 | 325 | 310 | 352 | 252 | 198 | 142 | 144 | 93 | 196 |

Enfants de nationalité étrangère avant l'adoption

| | 1995 | 1996 | 1997 | 1998 | 1999 | 2000 | 2001 | 2002 | 2003 | 2004 |
|--|-------------|-------------|-------------|-------------|------------|------------|------------|------------|------------|------------|
| Adoptés par: | | | | | | | | | | |
| – un couple | 459 | 485 | 490 | 444 | 381 | 447 | 447 | 468 | 644 | 535 |
| – une personne seule | 9 | 21 | 16 | 12 | 10 | 9 | 11 | 10 | 12 | 22 |
| Total adoptions extrafamiliales | 468 | 506 | 506 | 456 | 391 | 456 | 458 | 478 | 656 | 557 |
| Adoptés par: | | | | | | | | | | |
| – le beau-père | 191 | 231 | 217 | 222 | 221 | 151 | 82 | 73 | 64 | 95 |
| – la belle-mère | 6 | 5 | 10 | 9 | 11 | 3 | 3 | 7 | 2 | 6 |
| Total adoptions intrafamiliales | 197 | 236 | 227 | 231 | 232 | 154 | 85 | 80 | 66 | 101 |
| Total | 665 | 742 | 733 | 687 | 623 | 610 | 543 | 558 | 722 | 658 |
| Total adoptions nationales et internationales | 1030 | 1067 | 1043 | 1039 | 875 | 808 | 685 | 702 | 815 | 854 |

Adoptions réparties selon l'origine de l'enfant (suisse ou étranger)

Tableau 2

| Nationalité de la personne avant l'adoption | 1995 | 1996 | 1997 | 1998 | 1999 | 2000 | 2001 | 2002 | 2003 | 2004 |
|---|------|------|------|------|------|------|------|------|------|------|
| Total (y compris Suisse) | 1030 | 1067 | 1043 | 1039 | 875 | 808 | 685 | 702 | 815 | 854 |
| Total (Suisse non compris) | 665 | 742 | 733 | 687 | 623 | 610 | 543 | 558 | 722 | 658 |
| Afghanistan | - | 1 | 1 | - | - | 1 | - | - | - | 1 |
| Afrique du Sud | 1 | 2 | - | 6 | - | 2 | 1 | - | 1 | 1 |
| Albanie | - | - | - | 1 | - | - | - | - | - | - |
| Algérie | 1 | 3 | 2 | 1 | 2 | 2 | 2 | - | 2 | 2 |
| Allemagne | 15 | 22 | 22 | 13 | 13 | 8 | 1 | 5 | 3 | 5 |
| Angola | 1 | 2 | 5 | 2 | 1 | 2 | - | - | 2 | 1 |
| Apatride | - | - | 1 | 1 | - | - | 1 | 2 | - | - |
| Argentine | 2 | - | 3 | - | 1 | 2 | 4 | 1 | - | - |
| Arménie | 1 | - | - | - | 2 | 1 | - | - | - | - |
| Australie | 3 | - | - | - | - | - | - | - | - | - |
| Autriche | 7 | 6 | 6 | 3 | 5 | 5 | - | 1 | 1 | 2 |
| Azerbaïdjan | - | - | - | - | - | - | - | - | - | 1 |
| Bahamas | 1 | - | - | - | - | - | - | - | - | - |
| Bangladesh | - | - | - | - | - | 2 | - | - | - | 1 |
| Belarus | - | - | 1 | 1 | 4 | 1 | - | - | - | - |
| Belgique | - | - | - | 1 | - | - | - | - | - | - |
| Bénin | - | - | - | 1 | - | - | - | - | - | - |
| Bolivie | 6 | 2 | - | 3 | 5 | 2 | 2 | 3 | - | 3 |
| Bosnie-Herzégovine | 2 | 5 | 3 | 6 | 7 | 4 | 4 | 4 | 5 | 3 |
| Brésil | 114 | 68 | 68 | 76 | 55 | 51 | 36 | 36 | 32 | 22 |
| Bulgarie | 2 | 2 | 3 | 4 | 8 | 13 | 15 | 15 | 19 | 15 |
| Burkina Faso | 3 | 3 | 1 | - | - | 2 | 1 | 4 | 2 | 1 |
| Burundi | 1 | - | 1 | 1 | - | 1 | - | - | - | - |
| Cambodge | 2 | - | 1 | 3 | 1 | - | 2 | - | 3 | 11 |
| Cameroun | 2 | 8 | 8 | 9 | 17 | 11 | 12 | 5 | 3 | 6 |
| Canada | - | - | 2 | 1 | 1 | - | - | 1 | 2 | - |
| Cap-Vert | - | - | 2 | - | - | 1 | - | - | - | 1 |
| Chili | 11 | 20 | 14 | 9 | 22 | 9 | 7 | 3 | 1 | 1 |
| Chine | 3 | 2 | 1 | 4 | 1 | - | 3 | - | 2 | 4 |

| Nationalité de la personne avant l'adoption | 1995 | 1996 | 1997 | 1998 | 1999 | 2000 | 2001 | 2002 | 2003 | 2004 |
|---|------|------|------|------|------|------|------|------|------|------|
| Colombie | 67 | 55 | 73 | 58 | 50 | 60 | 54 | 60 | 66 | 73 |
| Congo (Brazzaville) | - | - | - | - | - | - | - | 2 | 2 | 6 |
| Congo (Kinshasa) | 2 | 2 | 1 | 3 | 3 | 5 | - | - | - | - |
| Corée (Sud) | - | 2 | - | - | 1 | - | - | 1 | - | - |
| Costa Rica | 1 | 1 | - | 2 | 1 | - | - | 2 | - | - |
| Côte d'Ivoire | 3 | - | - | 1 | 2 | - | 1 | 1 | 6 | - |
| Croatie | 3 | 3 | 6 | 4 | 4 | 4 | 1 | - | 1 | 1 |
| Cuba | - | - | 1 | 1 | 1 | 1 | - | 1 | - | - |
| Danemark | - | - | - | 1 | - | - | - | - | - | - |
| Djibouti | 3 | 4 | - | 3 | 1 | - | - | - | - | - |
| Dominique | - | - | - | - | - | - | - | 1 | 1 | - |
| Egypte | - | - | - | 1 | - | - | - | - | 1 | - |
| El Salvador | 8 | 10 | 3 | 4 | - | 5 | 2 | 2 | 2 | 2 |
| Equateur | 1 | 5 | 1 | 1 | 5 | 4 | 5 | 6 | 5 | 2 |
| Erythrée | - | - | - | - | - | - | - | 2 | - | - |
| Espagne | 10 | 3 | 10 | 5 | 4 | 2 | 4 | 1 | 3 | 1 |
| Etats-Unis | 3 | 8 | 8 | 5 | 9 | 13 | 10 | 9 | 14 | 9 |
| Ethiopie | 4 | 2 | 7 | 13 | 6 | 7 | 25 | 31 | 58 | 43 |
| Fidji | 1 | - | - | - | - | 1 | - | - | - | - |
| France | 18 | 8 | 6 | 6 | 9 | 10 | 4 | 9 | 6 | 10 |
| Gabon | - | - | - | 1 | - | - | - | - | - | - |
| Géorgie | - | - | - | 1 | 1 | - | - | - | 1 | - |
| Ghana | 2 | - | 1 | - | - | 1 | - | 1 | 5 | - |
| Grèce | - | 3 | - | - | 1 | - | - | - | - | - |
| Grenade | 2 | - | - | - | - | - | - | - | - | - |
| Guatemala | 6 | 10 | 8 | 12 | 7 | 5 | 10 | 11 | 12 | 14 |
| Guinée | - | - | 2 | 1 | - | 2 | - | - | - | - |
| Guinée-Bissau | - | 2 | - | - | - | - | - | - | - | - |
| Haïti | 14 | 14 | 17 | 16 | 18 | 9 | 6 | 8 | 9 | 7 |
| Honduras | - | - | 1 | 1 | - | - | - | - | - | 1 |
| Hongrie | 5 | 3 | 2 | 3 | 3 | 3 | 1 | - | 3 | 2 |
| Inde | 67 | 100 | 77 | 48 | 56 | 68 | 61 | 42 | 80 | 51 |
| Indonésie | 1 | 2 | - | 2 | 4 | 1 | - | - | 1 | 3 |
| Iran | 2 | 1 | 1 | 1 | - | 2 | - | - | - | - |
| Irlande | - | - | - | - | - | - | - | - | - | 1 |

| Nationalité de la personne avant l'adoption | 1995 | 1996 | 1997 | 1998 | 1999 | 2000 | 2001 | 2002 | 2003 | 2004 |
|---|------|------|------|------|------|------|------|------|------|------|
| Israël | 1 | 1 | - | - | - | - | - | - | 1 | - |
| Italie | 15 | 19 | 16 | 12 | 15 | 9 | 6 | 1 | 1 | 4 |
| Jamaïque | 1 | - | 1 | 3 | 2 | - | 1 | - | - | - |
| Kazakhstan | - | - | - | - | 2 | - | - | - | 4 | - |
| Kenya | 5 | 4 | 2 | 1 | 2 | 4 | 1 | 3 | 4 | 4 |
| Koweït | - | 2 | - | - | - | - | - | - | - | - |
| Laos | 2 | - | - | - | 1 | - | 1 | - | - | - |
| Lettonie | - | - | - | - | 3 | 2 | 5 | - | - | 3 |
| Liban | 5 | 3 | 10 | 4 | 1 | 2 | 1 | 1 | 1 | - |
| Libéria | - | 1 | 1 | 1 | - | - | - | - | - | - |
| Liechtenstein | - | 1 | - | - | 1 | - | - | 1 | - | - |
| Lituanie | - | 1 | - | 1 | - | - | - | - | - | - |
| Luxembourg | - | - | - | - | - | - | - | 1 | - | - |
| Macédoine | 1 | - | 3 | 2 | 1 | - | - | 1 | 5 | 2 |
| Madagascar | 10 | 8 | 8 | 11 | 11 | 13 | 8 | 11 | 22 | 3 |
| Malaisie | - | - | - | - | 1 | - | - | - | - | 1 |
| Mali | - | 1 | - | - | - | - | - | - | - | - |
| Maroc | 4 | 5 | 8 | 8 | 7 | 16 | 13 | 14 | 13 | 23 |
| Maurice | 6 | 7 | 4 | 5 | - | - | - | - | - | 2 |
| Mexique | 4 | 8 | 11 | 13 | 8 | 14 | 4 | 5 | 6 | 10 |
| Moldavie | - | - | 1 | 1 | 1 | 7 | 6 | 5 | 4 | 4 |
| Mongolie | - | - | - | - | - | - | - | 1 | - | 2 |
| Namibie | - | - | - | - | - | - | - | 1 | - | - |
| Népal | 1 | 2 | 3 | 1 | 4 | 3 | 2 | 4 | 6 | 3 |
| Nicaragua | 2 | 1 | 3 | 2 | 3 | 1 | - | 2 | - | - |
| Niger | - | 2 | - | - | - | - | - | - | - | - |
| Nigéria | - | - | - | 2 | 2 | - | - | 1 | 1 | 4 |
| Norvège | - | - | 2 | - | - | - | - | - | - | - |
| Ouganda | - | 1 | 3 | - | - | - | 2 | - | - | - |
| Ouzbékistan | - | - | - | - | - | 1 | - | 1 | - | - |
| Pakistan | - | 1 | 2 | - | 1 | - | 1 | 1 | 1 | - |
| Palestine | - | - | - | - | - | 1 | - | - | - | - |
| Panama | 2 | - | - | 1 | - | - | - | - | - | - |
| Paraguay | 2 | - | 1 | 1 | - | - | - | - | - | - |
| Pays-Bas | - | - | 1 | 2 | 1 | - | - | - | 1 | - |

| Nationalité de la personne avant l'adoption | 1995 | 1996 | 1997 | 1998 | 1999 | 2000 | 2001 | 2002 | 2003 | 2004 |
|---|------|------|------|------|------|------|------|------|------|------|
| Pérou | 15 | 12 | 8 | 7 | 7 | 2 | 1 | 4 | 4 | 2 |
| Philippines | 20 | 38 | 41 | 31 | 22 | 9 | 13 | 12 | 9 | 21 |
| Pologne | 2 | 8 | 8 | 10 | 6 | 5 | 3 | 3 | 8 | 9 |
| Portugal | 13 | 33 | 13 | 13 | 12 | 23 | 9 | 8 | 12 | 4 |
| République centrafricaine | - | - | 1 | - | - | 1 | - | - | - | - |
| République dominicaine | 13 | 13 | 17 | 20 | 28 | 12 | 12 | 6 | 6 | 5 |
| République tchèque | 4 | 3 | 2 | 2 | 1 | 4 | 2 | - | - | 2 |
| Roumanie | 24 | 36 | 40 | 28 | 31 | 38 | 43 | 45 | 52 | 22 |
| Royaume-Uni | - | 3 | 2 | - | - | 1 | - | - | - | - |
| Russie | 13 | 16 | 30 | 23 | 26 | 33 | 37 | 56 | 46 | 51 |
| Rwanda | 6 | 3 | 4 | 6 | 1 | 4 | - | 1 | 3 | 2 |
| Sainte-Lucie | - | 1 | - | - | - | - | - | - | - | - |
| Sao Tomé et Príncipe | - | - | - | - | - | - | - | - | - | 2 |
| Sénégal | - | 1 | 1 | 2 | - | 3 | - | 1 | 1 | - |
| Serbie et Monténégro | 25 | 23 | 12 | 15 | 15 | 5 | 7 | 14 | 17 | 20 |
| Singapour | 1 | - | - | 1 | - | - | - | 1 | - | - |
| Slovaquie | - | 3 | 1 | 1 | 3 | 4 | 2 | 1 | 1 | - |
| Somalie | - | 4 | - | - | - | - | - | - | - | 1 |
| Sri Lanka | 6 | 12 | 2 | 6 | 4 | 2 | 2 | 2 | 1 | 3 |
| Suède | 1 | 1 | - | - | - | 2 | - | - | - | - |
| Suisse | 365 | 325 | 310 | 352 | 252 | 198 | 142 | 144 | 93 | 196 |
| Taipei chinois | - | - | 2 | - | 1 | - | - | - | 1 | - |
| Tanzanie | - | 1 | - | 1 | - | - | - | - | - | - |
| Tchad | - | 1 | - | - | 1 | 1 | 2 | 1 | - | 1 |
| Thaïlande | 24 | 23 | 37 | 33 | 36 | 26 | 47 | 41 | 64 | 82 |
| Togo | 1 | 4 | 4 | 1 | - | 1 | - | 1 | - | 1 |
| Trinité-et-Tobago | 1 | - | 1 | - | - | - | - | - | - | - |
| Tunisie | 5 | 3 | 5 | 17 | 1 | - | 1 | - | 1 | - |
| Turquie | 7 | 7 | 2 | 8 | 2 | 1 | 2 | 4 | 2 | 3 |
| Ukraine | 1 | 4 | - | 5 | 3 | 6 | 10 | 7 | 19 | 21 |
| Uruguay | - | 1 | - | - | - | - | - | - | - | - |
| Venezuela | 1 | 2 | - | 6 | - | 2 | 4 | - | 3 | - |
| Vietnam | 20 | 30 | 50 | 40 | 25 | 29 | 20 | 25 | 48 | 33 |

| Nationalité de la personne avant l'adoption | 1995 | 1996 | 1997 | 1998 | 1999 | 2000 | 2001 | 2002 | 2003 | 2004 |
|---|------|------|------|------|------|------|------|------|------|------|
| Zambie | - | 4 | - | - | - | - | - | 1 | - | - |
| Zimbabwe | - | - | - | - | - | - | - | - | - | 1 |

Nombre d'autorisations d'entrée accordées à des enfants étrangers placés en vue d'adoption ou placés pour d'autres motifs

Tableau 3

| | 1995 | 1996 | 1997 | 1998 | 1999 | 2000 | 2001 | 2002 | 2003 | 2004 |
|----------------------|------------|------------|------------|------------|------------|------------|------------|------------|------------|------------|
| Total général | 503 | 466 | 456 | 518 | 496 | 478 | 457 | 474 | 366 | 366 |
| EUROPE | 85 | 92 | 93 | 165 | 134 | 152 | 117 | 105 | 100 | 57 |
| Albanie | 1 | - | - | - | - | - | - | - | - | - |
| Bosnie | - | 1 | 1 | 1 | - | 1 | - | 2 | 2 | 2 |
| Bulgarie | 1 | 7 | 6 | 14 | 22 | 16 | 17 | 11 | 8 | 2 |
| Allemagne | - | 4 | 2 | 1 | 5 | 3 | - | 2 | - | 1 |
| France | - | 3 | 5 | 5 | 1 | 1 | 2 | - | 1 | 1 |
| Grèce | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - |
| Grande-Bretagne | 1 | - | - | - | - | - | - | - | - | - |
| Italie | 4 | 1 | 1 | - | 1 | - | - | - | 2 | - |
| Ex-Yougoslavie | 1 | 2 | 1 | - | - | - | - | - | - | - |
| RF Yougoslavie | - | - | - | - | - | 5 | 5 | 7 | - | - |
| Yougoslavie | - | 3 | 1 | 4 | - | - | - | - | - | - |
| Kosovo | - | 1 | - | 1 | - | - | - | - | - | - |
| Croatie | 3 | 1 | - | 1 | - | 1 | - | 1 | - | - |
| Lettonie | - | 1 | 2 | 3 | 3 | 1 | - | 1 | - | - |
| Macédoine | 3 | 1 | - | - | - | - | 3 | 3 | 2 | 3 |
| Moldavie | 1 | 1 | 3 | 5 | 8 | 7 | - | - | 2 | 1 |
| Autriche | - | 2 | - | 2 | - | 2 | - | - | | |
| Pologne | 4 | 4 | 2 | 1 | 3 | 1 | 2 | 8 | 6 | 3 |
| Portugal | 7 | 9 | 8 | 14 | 6 | 10 | 4 | 2 | - | - |
| Roumanie | 33 | 30 | 23 | 66 | 37 | 50 | 38 | 22 | 22 | 5 |
| Serbie | - | 1 | 1 | - | - | - | - | - | 8 | 6 |
| Espagne | - | 2 | 1 | - | 2 | 1 | 2 | 1 | 1 | - |
| Russie | 22 | 14 | 29 | 36 | 38 | 39 | 35 | 28 | 32 | 18 |
| Tchécoslovaquie | - | 1 | - | - | 1 | - | - | - | 1 | - |
| Turquie | 2 | 1 | 1 | 1 | 1 | 3 | 1 | 1 | - | 2 |

| | 1995 | 1996 | 1997 | 1998 | 1999 | 2000 | 2001 | 2002 | 2003 | 2004 |
|--------------------------|------------|------------|------------|------------|------------|-----------|-----------|------------|-----------|------------|
| Ukraine | - | 1 | 4 | 10 | 6 | 10 | 6 | 13 | 12 | 11 |
| Belarus | - | - | - | - | - | - | - | - | 1 | - |
| Hongrie | 2 | 1 | 2 | - | - | 1 | 2 | 3 | - | 1 |
| Chypre | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - |
| AMÉRIQUE DU NORD | 6 | 4 | 10 | 8 | 9 | 8 | 7 | 8 | 8 | 4 |
| Etats-Unis d'Amérique | 6 | 4 | 10 | 8 | 9 | 8 | 7 | 8 | 8 | 4 |
| AMÉRIQUE CENTRALE | 45 | 52 | 29 | 38 | 39 | 22 | 29 | 43 | 28 | 18 |
| Costa Rica | 2 | 1 | 2 | - | - | - | - | - | - | - |
| Rép. Dominicaine | 2 | - | 5 | 4 | 3 | 1 | 3 | 7 | - | - |
| El Salvador | 2 | 1 | 3 | 4 | 4 | - | 4 | 5 | 2 | 2 |
| Guatemala | 11 | 11 | 4 | 9 | 10 | 10 | 11 | 13 | 7 | 3 |
| Haïti | 19 | 27 | 7 | 11 | 8 | 5 | 4 | 9 | 10 | 11 |
| Honduras | 2 | - | - | - | - | - | - | 1 | 1 | - |
| Jamaïque | - | - | - | - | 1 | - | - | - | - | - |
| Mexique | 7 | 11 | 8 | 9 | 11 | 6 | 7 | 8 | 8 | 1 |
| Nicaragua | - | 1 | - | - | 2 | - | - | - | - | 1 |
| Grenade | - | - | - | 1 | - | - | - | - | - | - |
| AMÉRIQUE DU SUD | 147 | 135 | 121 | 101 | 114 | 76 | 82 | 73 | 51 | 35 |
| Argentine | 1 | - | - | - | 1 | - | - | - | - | - |
| Bolivie | 1 | 2 | 2 | 3 | 4 | 5 | 1 | 1 | - | 1 |
| Brésil | 51 | 65 | 33 | 42 | 32 | 15 | 17 | 12 | 7 | 9 |
| Chili | 13 | 20 | 18 | 6 | 4 | 1 | - | - | 2 | - |
| Equateur | 1 | 1 | 3 | 5 | 3 | 3 | 4 | 2 | 2 | 1 |
| Colombie | 78 | 46 | 62 | 44 | 68 | 46 | 56 | 57 | 38 | 21 |
| Paraguay | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - |
| Pérou | 2 | - | 1 | - | 1 | 6 | 4 | 1 | 2 | 3 |
| Uruguay | - | 1 | - | - | - | - | - | - | - | - |
| Venezuela | - | - | 2 | 1 | 1 | - | - | - | - | - |
| AFRIQUE | 49 | 49 | 46 | 57 | 67 | 71 | 62 | 100 | 64 | 125 |
| Egypte | - | 1 | - | - | - | - | - | - | - | - |
| Ethiopie | 10 | 9 | 9 | 20 | 24 | 26 | 31 | 50 | 21 | 73 |
| Algérie | - | 2 | 1 | 1 | 1 | - | 1 | 1 | 1 | 1 |
| Angola | - | - | - | - | - | 2 | - | 2 | - | - |

| | 1995 | 1996 | 1997 | 1998 | 1999 | 2000 | 2001 | 2002 | 2003 | 2004 |
|---------------------------|------|------|------|------|------|------|------|------|------|------|
| Burundi | 3 | - | - | - | - | - | - | - | - | - |
| Bénin | - | 1 | - | - | 4 | - | - | 2 | 1 | - |
| Djibouti | 2 | 3 | 1 | - | - | - | - | - | - | - |
| Côte-d'Ivoire | 1 | - | - | - | - | - | 3 | - | 1 | - |
| Ghana | - | - | 1 | 1 | - | - | - | 4 | 1 | - |
| Guinée-Bissau | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - |
| Cameroun | - | - | 1 | 3 | 2 | 2 | 2 | 1 | 2 | - |
| Îles du Cap-Vert | - | 2 | - | - | 1 | - | - | 1 | 1 | - |
| Kenya | - | 1 | - | 2 | 1 | 3 | - | 3 | 3 | 3 |
| Congo | - | - | - | - | - | 1 | 1 | - | 2 | - |
| Liberia | - | - | - | - | - | - | - | - | 1 | - |
| Madagascar | 10 | 13 | 12 | 10 | 12 | 12 | 11 | 4 | 7 | 9 |
| Malawi | - | - | - | 1 | - | - | - | - | - | - |
| Maroc | 4 | 4 | 15 | 11 | 12 | 15 | 6 | 13 | 14 | 23 |
| Ile Maurice | 3 | - | 1 | - | - | - | - | - | 1 | 1 |
| Mozambique | - | - | - | - | - | - | - | - | - | 1 |
| Niger | - | - | - | - | - | 1 | - | - | - | - |
| Nigeria | 1 | 1 | - | - | - | 1 | - | 4 | - | 1 |
| Burkina Faso | 1 | - | - | 3 | 2 | 1 | 3 | 1 | 1 | 1 |
| Rwanda | 4 | 2 | 1 | - | 1 | 3 | - | 3 | 1 | 5 |
| Sao Tomé et Príncipe | - | - | - | - | - | - | - | 2 | - | - |
| Sénégal | - | 1 | 1 | - | 1 | - | 1 | - | - | 2 |
| Somalie | - | - | - | - | - | - | - | - | 1 | - |
| Afrique du Sud | 3 | 2 | 1 | - | - | - | - | 2 | - | - |
| Namibie | - | - | - | - | - | - | 2 | 3 | - | - |
| Tazanie | - | - | - | - | 1 | - | - | - | - | - |
| Togo | 1 | 1 | 1 | 1 | - | - | - | - | 3 | 3 |
| Tchad | - | - | 1 | 1 | - | 1 | - | 2 | 1 | 1 |
| Tunisie | 4 | 5 | - | 1 | - | 1 | - | 1 | - | 1 |
| Ouganda | - | - | - | 1 | 2 | - | - | 1 | 1 | |
| Zaïre | 1 | 1 | - | - | 3 | - | - | - | - | - |
| République centrafricaine | - | - | - | 1 | - | - | 1 | - | - | - |
| Erythrée | - | - | - | - | - | 2 | - | - | - | - |
| Zimbabwe | 1 | - | - | - | - | - | - | - | - | - |

| | 1995 | 1996 | 1997 | 1998 | 1999 | 2000 | 2001 | 2002 | 2003 | 2004 |
|---------------------|------------|------------|------------|------------|------------|------------|------------|------------|------------|------------|
| ASIE | 170 | 123 | 155 | 149 | 133 | 147 | 160 | 143 | 115 | 127 |
| Arménie | - | 1 | 1 | 1 | - | 1 | - | - | - | - |
| Bangladesh | 2 | - | - | - | - | - | - | 1 | - | - |
| Chine (Taiwan) | - | - | 1 | - | 1 | - | - | 1 | 1 | 2 |
| Rép. pop. de Chine | 2 | 3 | 4 | 1 | 2 | - | 1 | - | 1 | 1 |
| Hong Kong | - | - | - | - | - | 1 | - | 1 | - | - |
| Inde | 84 | 53 | 76 | 84 | 49 | 46 | 56 | 45 | 28 | 39 |
| Indonésie | - | - | 1 | - | - | | | | 3 | - |
| Irak | - | - | - | - | - | - | 1 | 1 | 1 | - |
| Iran | - | - | 1 | - | - | - | - | - | - | 1 |
| Israël | - | - | - | - | - | - | 1 | - | - | - |
| Japon | - | - | - | 1 | - | 1 | - | - | - | 1 |
| Jordanie | - | - | 1 | - | - | - | - | - | - | - |
| Kampuchea | - | 2 | - | 1 | 1 | - | - | - | 5 | 1 |
| Kazakhstan | - | - | - | - | - | 2 | 2 | 9 | - | - |
| Kirghizistan | - | - | - | 1 | - | - | 2 | - | - | - |
| Corée | - | 1 | - | - | - | - | - | - | - | 1 |
| Koweït | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - |
| Liban | 7 | 2 | 3 | 3 | 1 | - | - | - | 2 | - |
| Malaisie | - | - | - | - | - | 3 | - | - | - | 2 |
| Népal | 2 | 2 | 5 | 5 | 4 | - | - | - | 5 | 5 |
| Pakistan | 1 | - | - | 1 | - | 4 | 4 | 1 | - | - |
| Philippines | 6 | 7 | 9 | 2 | 9 | 2 | - | - | 9 | 6 |
| Singapour | - | - | - | - | 1 | 6 | 5 | 5 | - | - |
| Sri Lanka | 5 | 4 | 1 | 2 | 3 | - | - | - | 6 | 3 |
| Thaïlande | 11 | 15 | 19 | 23 | 42 | 2 | 2 | 6 | 48 | 63 |
| Tibet (Chine) | - | - | - | - | - | 45 | 54 | 39 | - | - |
| Ouzbékistan | - | - | - | - | - | - | - | - | - | 1 |
| Vietnam | 50 | 33 | 33 | 24 | 20 | | | | 6 | 1 |
| OCÉANIE | - | - | 1 | - | - | | | | - | - |
| Polynésie française | - | - | 1 | - | - | - | - | - | - | - |

Combien de procédures d'adoption officielles sont-elles pendantes en Suisse, et combien ont-elles été mises en application (statistiques des dix dernières années et en particulier, comparaison de la situation avant et après l'adoption de la Convention de la Haye)?

Ces chiffres ne sont pas disponibles.

3 Conclusion

L'ensemble du cadre législatif suisse lié à l'adoption fonctionne depuis près de trois ans. Les expériences acquises durant cette période démontrent que les changements intervenus à l'occasion de la ratification de la CLaH étaient non seulement souhaitables mais également nécessaires. Grâce à cet instrument et à la collaboration instaurée, sous de multiples formes, entre les autorités, tant au niveau national que sur le plan international, nous disposons, en matière d'adoptions nationales et, surtout, internationales, d'une base viable qu'il s'agira de développer ces prochaines années.

Le Conseil Fédéral est conscient que les opinions sur certaines questions comme les compétences de l'ACF pour les Etats non signataires de la CLaH ou l'obligation de passer par les services d'un intermédiaire agréé pour toute procédure d'adoption internationale, restent partagés dans les Cantons et auprès des milieux d'adoptions. Il ne se ferme donc pas à une nouvelle réforme du droit de l'adoption en Suisse dans le futur, mais il constate qu'à peine trois années de pratique sont insuffisantes pour l'envisager actuellement.